

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

116^e ANNÉE

N°1070

TRIMESTRIEL

JANVIER-MARS 2014

37 €

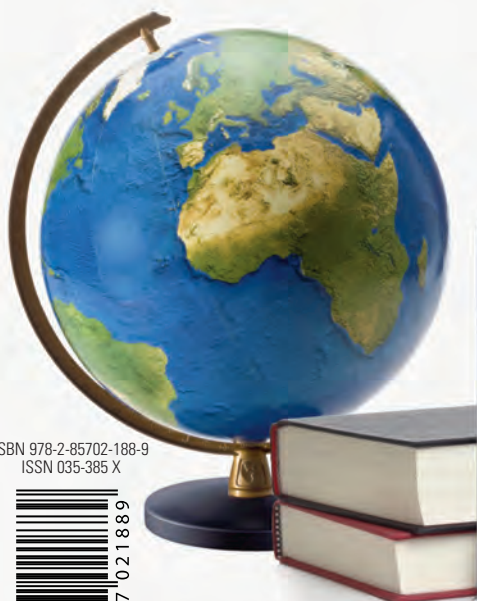
ÉDUCATION ET FORMATION ENJEUX DE NOTRE AVENIR

Jacques Bichot – Patrick Bloche – Romuald Bodin – Bernard Capron – Françoise Colaitis – Xavier Cornu
Éric Favey – Jean-Claude Fontanive – Dominique Gillot – Antoine Godbert – Antoine Grassin
Catherine de La Robertie – François Legros – Pierre Maurel – Sophie Orange – Jean-Luc Placet
François Saint-Cast – Jacques Soppelsa – Yves Poilane – Michel Sapin – Androulla Vassiliou – Jean Wemaëre

Feuille de route et
Gouvernement
Manuel Valls

Un choc de compétitivité
à rebours ?
Jean-François Roubaud

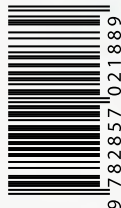
Ukraine ?... vous
avez dit Ukraine ?
Henri Paris



SUPPLÉMENT
LES CAHIERS
COMPETISCOPE



ISBN 978-2-85702-188-9
ISSN 035-385 X



ENJEUX DE LA FORMATION EN MÉDITERRANÉE

Europe – France – Maghreb



Jean-Claude Fontanive

Professeur affilié Groupe Sup de Co
Montpellier Business School
Co-fondateur de KPI New Deal
Président de l'Observatoire Européen des
Nouveaux Territoires Méditerranéens

Il peut rendre espoir à ceux qui l'ont souvent perdu et d'abord, aux jeunes Méditerranéens. *Printemps arabe, printemps européen, printemps méditerranéen*, chacun de nos pays doit pouvoir, avec beaucoup d'humanité, d'abord co-imaginer, co-construire puis co-gérer avec les autres une grande politique commune de développement interculturel.

Et je ne parlerai ici, que d'une action liée aux problèmes les plus urgents : **la Formation**. Car elle est le carrefour de toutes les ambitions d'une jeunesse multiculturelle avide d'apprendre, de découvrir et de partager sur de nouvelles valeurs, tout en s'inscrivant bien sûr dans le cadre également de la recherche et l'innovation, la micro-entreprise, l'économie sociale et solidaire, la mobilité des jeunes, la coopération entre les territoires riverains.

La formation et pas n'importe laquelle est la première réponse au besoin vital d'emplois et donc d'insertion professionnelle des jeunes Méditerranéens des deux rives. La formation des apprentis, des lycéens professionnels et de tous les jeunes en quête de formation initiale différée, ou d'une « seconde chance », est le tout premier des besoins exprimés par toutes les personnalités du monde économique et du monde associatif que j'ai pu rencontrer au cours de cette dernière année.

■ Une autre Méditerranée est possible

« La Méditerranée qui vit dans le cœur des jeunes Méditerranéens est plus belle encore que la Méditerranée elle-même » ainsi se concluait le rapport rédigé par Michel Vauzelle, député en mission, au Président de la République et au Premier ministre : « Avec la jeunesse méditerranéenne, maîtriser et construire notre communauté de destin ».

Cette « question méditerranéenne » appelle une vraie prise de responsabilité de l'Europe, non pas « pour » la Méditerranée mais « avec » les peuples de toute la Méditerranée, et la « *Méditerranée de la jeunesse* » est encore la plus belle des ambitions futures communes.

Les pays du Maghreb, l'Europe et la France ont les liens d'une coopération dense dans le domaine des études supérieures (Universités et Grandes Écoles). Plusieurs milliers d'étudiants marocains, tunisiens, algériens étudient en France. La France attribue chaque année près de trois mille bourses à des étudiants du Maghreb. Et que penser de la formation professionnelle ? Or, celle-ci est jusqu'à présent restée quasi-absente de ces échanges. La coopération dans ce domaine est limitée.

Les besoins dans ce domaine des pays du Maghreb sont très importants : formation des artisans, cadres intermédiaires, techniciens, informaticiens, personnel sanitaire et social, employés du tourisme, encadrement de l'économie sociale et solidaire. Ensemble, nous devons répondre au besoin de qualification des jeunes, en fonction des perspectives de développement. La coopération en matière de formation professionnelle passe aussi par un accompagnement nécessaire des projets d'investissement innovants par filière intégrant la responsabilité sociale et environnementale comme composantes déterminantes et au renforcement des liens économiques, commerciaux et humains entre les pays du Maghreb et la France.

Il s'agit d'encourager et d'établir des liens entre établissements et communautés pédagogiques des deux rives. Il faut promouvoir la mobilité des formateurs comme des étudiants, bâtir des réseaux de formation, développer la formation de formateurs. Il faut profiter de la richesse des transferts de compétences, d'expériences, d'expertise, des moyens des réseaux et des établissements de formation professionnelle des deux côtés de la Méditerranée. Et que maintenant des « CLOM » (MOOC) ne doivent plus être réservés aux enseignements supérieurs.

La création d'un espace Euro-Méditerranéen de la formation professionnelle constituera un premier pas pour développer et fédérer les ressources et les acteurs autour d'une stratégie d'éducation permanente en direction des jeunes, mais aussi de gestion prévisionnelle

des compétences, des qualifications et des effectifs qui soit partagée entre les deux rives. Il conviendra de définir conjointement les missions et les objectifs :

- Développer la formation de formateurs en fonction des besoins de l'appareil de formation et des problématiques rencontrées par les jeunes, notamment en matière d'accès aux premiers savoirs, à un premier niveau de qualification.
- Encourager la coopération entre établissements de formation en général et de formation professionnelle en particulier des deux côtés de la Méditerranée (formations conjointes, diplômes co-validés, formation ouverte à distance, conception commune des programmes...) et l'inscrire dans une démarche globale de développement des compétences et des qualifications en anticipant et en intégrant les processus de mutation économique.
- Faciliter les modalités et les formalités sud-nord et nord-sud pour des périodes d'études et des stages.
- Associer les entreprises et les acteurs économiques et sociaux à cette initiative afin de développer une politique de mutualisation des moyens et des actions au service de la qualification des jeunes. Des initiatives peuvent être rapidement prises, mettant à profit les ressources au niveau européen qui existent déjà dans ce domaine.

Aussi, à travers l'Observatoire Européen des Nouveaux Territoires Méditerranéens, nous avons pris la décision, début 2014 d'implémenter et de développer à partir de Montpellier – ville méditerranéenne par excellence - un consortium d'établissements, d'organisations et d'entreprises riveraines désireux de créer et réaliser des projets de co-développement durables fondés sur la partage de valeurs communes et des compétences scientifiques et opérationnelles spécifiques au développement des entreprises, des sociétés et des territoires par le biais de l'enseignement professionnel, supérieur et de la recherche appliquée (sciences du management, de l'ingénieur etc ..).

Il faut également cesser de parler toujours de mobilité sud-nord avec les risques que l'on connaît. Il faut aussi prendre en compte l'intérêt de la mobilité nord-sud. De nombreux jeunes apprentis ou lycéens professionnels français peuvent trouver intérêt à des stages au sud. Les artisans maghrébins peuvent leur apprendre des savoir-faire exceptionnels. Cette mobilité de jeunes Européens vers le sud aura une forte portée symbolique pour le rapprochement et le respect partagé de nos peuples. En particulier les jeunes de la diaspora y retrouveront la richesse additionnée de leurs deux cultures, celle du Maghreb et celle de la France, et de leurs deux langues. Il faut sur ce dernier point que la France consente un effort très net pour l'enseignement de l'arabe.

De plus, dans ce domaine comme dans d'autres, les technologies de l'information et de la communication offrent l'opportunité, avec la formation en ligne, et les « CLOM » de repenser l'accès à des formations tout autant que de concevoir des modalités inédites de partenariats entre établissements eux-mêmes et les entreprises de ces pays méditerranéens. Cependant la rencontre directe de personne à personne des étudiants et des enseignants reste primordiale. Elle est une condition de l'innovation pédagogique et de la cohésion humaine. Au-delà, la perspective est la création d'un espace euromaghrébin d'éducation et de formation, première phase d'un espace humain et populaire euro-méditerranéen partageant ensemble ces nouvelles valeurs communes.

Une initiative originale ?

Le contexte des révolutions en Afrique du Nord rend ce scénario encore plus intéressant, voire urgent. Comment va-t-on créer des milliers d'emplois dans ces économies souffrantes, si ce n'est dans l'économie de la connaissance ? Comment pouvons-nous aider à construire cette nouvelle économie immatérielle ? On pourrait innover en mobilisant le potentiel des diasporas maghrébines en France et en Europe. Dans les banlieues françaises, par exemple, il y

a des milliers de jeunes garçons et jeunes filles qui sont bi-culturels, voire tri-culturels ; c'est un avantage compétitif incontestable. Pourquoi la France ne pourrait-elle pas offrir aux jeunes des banlieues quelques milliers d'emplois d'« ambassadeurs d'interculturalité », de professeurs bilingues, voire trilingue (arabe, français et anglais) et de technologies dans tous les villages du Maghreb ? Après une formation adaptée ils apprendraient en enseignant et en étant revalorisés par cette promotion inattendue... Ils seraient une partie des nouveaux ambassadeurs de ce nouveau partenariat « gagnant-gagnant » Europe-Afrique qui doit également intervenir à la base. L'autre partie devrait être formée sur place, d'où la nécessité de créer des écoles de nouvelles gestion et de management dans la société de la connaissance. Il est urgent de concevoir ces nouvelles grandes écoles qui ne ressembleront probablement pas beaucoup aux anciennes du monde industriel ; des écoles innovantes utilisant tout le potentiel de la « toile mondiale » sur des valeurs communes et partagées, de l'éthique et de responsabilité sociétale et environnementale à une nouvelle vision du monde d'intégration et de développement inclusif [cf. *Extrait de la Charte du Groupe Sup de Co Montpellier Business School*].

Cela pourrait, sans doute, créer une onde de choc importante.

Une nouvelle approche de la formation pour rapprocher les deux rives ?

J'ai été et suis professionnellement au cœur des rapports interactifs du savoir, du faire, du vouloir, du pouvoir et du devoir et ce à travers différents pays du pourtour méditerranéen.

« *Comment faire pour que l'éducation soit un vecteur privilégié d'un développement sociétal qui respecte les droits de chacun tout au long de sa vie, dans un environnement muticulturel éthique et durable ?* ».

Chacun de nous sait qu'il **faut savoir pour faire et faire pour savoir.**

■ Extrait de la Charte du Groupe Sup de Co Montpellier Business School

Cet engagement se traduit notamment par la volonté de partager ses valeurs avec l'ensemble des acteurs de son environnement local, national et international - universités, entreprises, institutions, étudiants et personnels - et de fonder ses relations partenariales durables sur le respect mutuel de ses valeurs.

L'Ouverture et la Diversité

Par « Ouverture et Diversité », le GSCMBS entend la capacité individuelle et/ou collective à se confronter, volontairement ou involontairement, sans intention démagogique, avec une intelligence d'ouverture positive, à la diversité sous toutes ses formes, c'est-à-dire avec un esprit :

- dénué de toute pensée discriminatoire à l'égard des personnes différentes par l'origine, le sexe, les mœurs, l'orientation sexuelle, l'âge, la situation de famille, l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, les opinions politiques, les activités syndicales ou mutualistes, les convictions religieuses, l'apparence physique, le patronyme, l'état de santé ou le handicap ;
- empreint d'une grande volonté d'apprendre des différences, refusant les préjugés ;
- capable de remettre en cause avec rigueur et méthode ses propres fonctionnements pour écouter, apprendre et s'inspirer volontairement et respectueusement des richesses des diverses cultures et des multiples comportements humains qu'elles génèrent.

la Responsabilité et la Performance globales

Par « Responsabilité et Performance globales », le GSCMBS entend la volonté entrepreneuriale et intrapreneuriale, pour chacun, de toujours rechercher avec intelligence sociale pour une organisation, personnellement et collectivement, la meilleure décision durable, éthique, sociétale et environnementale, c'est-à-dire la solution la plus efficace en termes économique, sociétal et environnemental.

La valeur de « Responsabilité et Performance globales » induit la recherche permanente de l'authenticité, de l'intégrité, de la sincérité et de l'efficacité dans ses rapports avec autrui, le savoir et la société ainsi qu'une conscience aiguë des conséquences directes ou indirectes de ses actes et de ses choix sur les autres, personne, entreprise, institution et territoire.

Le GSCMBS, spécialisé dans la formation des cadres entrepreneurs responsables à fort potentiel, met en œuvre une stratégie de qualité inspirée par ses valeurs. Lesdites valeurs se traduisent notamment dans 4 axes stratégiques forts : le développement de la recherche sous la métathématique de l'Innovation managériale et l'entrepreneuriat » et de sa valorisation sous toutes ses formes, l'internationalisation de toutes ses activités, l'innovation pédagogique et l'ouverture sociale.

Cela est le propre d'une approche systémique et non analytique qui est trop souvent utilisée pour décider avec les résultats qu'on connaît. Je rappellerai que toute intervention sur un milieu qui ne repose pas sur une vision globale de la situation est inefficace. Toute approche parcellaire ou émiettée est insignifiante.

Face aux trois révolutions que nous vivons en direct :

- La révolution générée par les nouvelles technologies,
- Celle de la mondialisation,
- Celle de la génétique,...

Les réseaux du savoir mal utilisés peuvent porter en eux, par la création d'un gigasystème, des germes de désolidarisation, donc de déshumanisation.

Les antidotes sont la création de communautés virtuelles et de re-solidarisation de microgroupes.

Dans notre société de l'information mondialisée, ces nouveaux territoires euroméditerranéens devraient ouvrir de nouveaux espaces à l'éducation donc à la parole et à l'action citoyenne et donner plus d'occasion d'agir en tant que citoyen respectueux des environne-

ments et des « autres individus » quels que soient leur origine, religion, niveau social..).

C'est ainsi qu'à notre initiative, nous travaillons sur la formalisation du premier Living Labs Nord/Sud, véritable laboratoire d'innovation ouverte pour créer et développer des outils et services innovants autour de valeurs communes. Ce dossier est en cours de finalisation auprès de la Commission européenne à travers l'association ENoLL (European Network of Living Labs).

J.B de Foucauld dans un livre récent *Les trois cultures du développement humain*, met l'accent sur un patrimoine spirituel et politique commun à l'humanité : la résistance, la régulation et l'utopie.

Rappelons que la finalité de l'éducation n'est pas réduite à la transmission du savoir mais doit engendrer chez l'apprenant, la créativité, l'ouverture d'esprit, le sens des réalités, en d'autres termes, lui donner les moyens de son propre développement, lui conférant sa dignité et libérant en lui son potentiel d'amour et d'intelligence.

L'objet de notre combat pour une Méditerranée de « savoirs partagés » n'est pas simplement l'accès aux savoirs fondamentaux certes condition nécessaire mais surtout leur compréhension et leur appropriation par chacun dans des actions qui leur donnent valeur et signification.

Le premier constat est que cela est difficile, sans la connaissance et la prise en compte de la complexité sociale et culturelle des milieux concernés. Quelle que soit la bonne volonté des acteurs du terrain, ce sera mission presque impossible.

Combien d'actions de coopération bi ou multilatérales ont échoué pour l'avoir négligé et oublié que le développement est essentiellement endogène ?

J'ajouterai à leur décharge que plus le champ du souhaitable croît, plus le champ du possible diminue créant ainsi un gâchis d'idées, un

gaspillage d'efforts dont les individus sortent épuisés de s'être battus pour rien, ni pour un but, ni pour les autres, ni pour eux-mêmes.

Si les acteurs de la formation, en général, et les universitaires, en particulier veulent répondre à l'exigence d'amélioration de la capacité et du développement humain sur ces nouveaux territoires méditerranéens en saisissant l'opportunité offerte par les réseaux du savoir irriguant les espaces numériques, il me semble qu'ils doivent œuvrer dans plusieurs directions.

J'en dénombrerai sept :

1. Lutter contre l'autisme social et l'analphabétisme sociétal en réintroduisant le social et le culturel dans la compréhension des actes économiques.
2. Mettre les apprenants en capacité de comprendre d'une manière globale les changements voulus, maîtrisés ou non, en mettant en avant leurs aspects finalitaires au service de l'homme.
3. Faire acquérir aux acteurs de la formation, une compétence de développeur, c'est à dire de porteur d'initiative et de gestionnaire de projet.
4. Développer l'intelligence à la fois comme fonction cognitive et comme producteur de cette fonction dans une démarche interdisciplinaire, génératrice d'intelligence collective.
5. Contribuer à une meilleure compréhension et à une meilleure adhésion aux évolutions et aux responsabilités de soi, des autres et des choses.
6. Apprendre à œuvrer dans l'indétermination et l'instabilité des situations, en s'appuyant sur une valorisation des potentiels humains et des gisements de savoirs et d'expériences.
7. Aider à saisir l'émergence de nouvelles attentes plus qualitatives dans des structures plus ouvertes et plus autonomes en redéployant savoir et savoir-faire vers plus de transversalité et d'opérationnalité.

Je me réjouis d'une prise de conscience de l'intérêt d'une démarche « qualité » dans l'éducation et que soit inscrit maintenant, dans le programme du PNUD, *l'Université sans fron-*

tières et la formation tout au long de la vie.

Comment ici ne pas souligner, dans ce contexte, la richesse opératoire de la *pensée complexe* et de ses grands principes pour une démarche pédagogique active.

Citons Edgar Morin : « *la pensée complexe est essentiellement la pensée qui intègre l'incertitude et qui est capable de concevoir l'organisation, qui est capable de relier, de contextualiser, de globaliser mais en même temps de reconnaître le singulier et le concret* ».

J'ajouterai que la pratique de la pensée complexe sera sans doute, avec l'imagination créatrice, les critères d'excellence de l'homme du 3^e millénaire qui se voudra un acteur essentiel du développement humain, développement qui vise à faire de chacun une personne sociale responsable, un agent économique actif et un humaniste. Ces deux critères sont peu ou insuffisamment pris en compte aujourd'hui dans les programmes pédagogiques.

Enfin, la révolution numérique que nous vivons, touche, non plus l'énergie de puissance, mais l'énergie de commande et de contrôle, énergie qui a des propriétés quasi génétiques : « *village planète, espace agrandi et temps rétréci...* ».

L'enjeu pour les enseignements professionnels et supérieurs « ouverts » est donc de lutter contre l'ignorance de cette situation si nous voulons travailler efficacement à la construction certes d'une société, à risque (le risque étant inhérent à la vie), société dont la logique ne soit pas de territoire et de performance quantitative mais de mouvement et de création de valeurs.

L'éducation a d'autres ambitions : « *donner à la personne humaine, ce quadruple pouvoir, celui de penser, d'être, d'exister et d'agir en prenant en compte les interdépendances dans le temps et dans l'espace, le droit à la différence, la conciliation des contraires et la va-*

riété dans l'unité », comme le rappelle si bien Pierre Julien Dubost, Président d'honneur du comité mondial pour les apprentissages tout au long de la vie.

J'ai l'intime conviction que ces nouvelles dimensions seront indispensables à la réalisation de ce grand projet de formation partagée entre les deux rives de la Méditerranée.

■ Plaidoyer pour une nouvelle université d'entreprise : une réponse pour les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée ?

Plus que jamais, face à un monde qui évolue avec des mutations structurelles et organisationnelles qui redistribuent les cartes politiques et économiques, l'université d'entreprise « méditerranéenne » a un rôle essentiel dans les stratégies de développement des entreprises entre les deux rives de la Méditerranée. La valeur de l'entreprise dépend pour une grande partie de la valeur des hommes, de leurs savoirs et de leurs compétences qui œuvrent en son sein à condition que chacun comprenne à la fois qu'il est acteur d'un projet partagé et qu'il participe, à travers sa responsabilité individuelle, à une responsabilité collective.

C'est là, la fonction essentielle de l'université d'entreprise (UE) qui est un lieu d'excellence pour l'entreprise, lieu où l'entreprise a la possibilité de faire partager à ses collaborateurs et à ses partenaires, ses objectifs, ses stratégies et forger les compétences et les appuis dont elle a besoin. « Métamorphoser l'entreprise dans un environnement multiculturel » par décloisonnement et valorisation de la place éminente de l'intelligence, autrement dit de la faculté d'adaptation de chacun dans la production collective des biens et des services dont l'entreprise a besoin pour son développement dans un monde complexe et incertain, tel est l'un des enjeux de l'UE. Dans cette structure apprenante, chacun peut ainsi repenser son employabilité, combiner son intérêt individuel avec l'intérêt collectif de l'entreprise et développer ainsi son « agir communicationnel ». Cela lui

permettra d'être à la hauteur de la mission portée par son emploi, de mieux coopérer avec les autres, de mieux partager ses idées, ses expériences et ses moyens dans une perspective de progrès conforme à l'esprit d'œuvre de l'entreprise. Dans la société de la connaissance avec sa logique de communication, son management cybernétique et sa gestion performancielle, les contenus formatifs des universités d'entreprise, bien que divers, ont des points communs, à savoir :

- donner de la lisibilité et du sens à des parcours professionnels,
- améliorer la qualité de vie au travail,
- créer les conditions d'un management participatif et d'une adhésion à la culture de l'entreprise et de l'autre et à la déontologie professionnelle.

Dans le concept d'université, il y a aussi l'idée d'une communauté d'hommes donc d'une structure décloisonnée qui, par ses fonctions, donne la possibilité, à chacun de ses membres, d'interagir avec les autres en maîtrisant :

- la connectique des compétences pour des projets partagés basés sur une contractualisation claire et acceptée,
- la mutualisation des savoirs et des compétences propre à un travail d'équipe dans un cadre éthique et durable.

Toute structure d'enseignement en général et l'université d'entreprise en particulier, se doivent de répondre à une double finalité : créer un milieu favorable au développement économique et social et, de ce fait, être facilitateur de l'épanouissement des personnes dans leurs rapports à l'autre, dans l'action et dans le travail. En ce sens, l'UE est le remède contre l'état obsidional des structures et favorise l'humanisme tant interne qu'externe. À l'ère servicielle, l'université d'entreprise est un régulateur efficace des transformations induites par les changements d'un monde imprévisible et incertain. Ces transformations qui affectent sa compétitivité, obligent pour chaque décisionnaire, de relever le défi de la complexité et d'intégrer les principes du développement durable et de l'éthique des affaires.

Ce Responsable d'entreprise, ouvert sur les différentes cultures du monde, ne peut plus se réfugier dans la voie simple du taylorisme et du rationalisme cartésien pour planifier et organiser la dynamique du développement dans le consensus et, pour cela, il doit prendre en compte les obstacles, les ruptures, les dissensus et les rejets.

Il est plus difficile de décider et d'agir que de déduire et de refuser. L'université d'entreprise tonifie les ressources humaines et augmente la portabilité des projets.

La première considération que je me permets de formuler dans l'environnement méditerranéen est que la didactique, en général, et la didactique des langues, en particulier, représentent un enjeu majeur pour l'avenir de toute communauté « nationale » qu'elle qu'elle soit, car elle touche la performance des « outils – systèmes » permettant, à la fois, la communication des savoirs, le travail collaboratif, la montée des compétences individuelles et collectives des populations.

La deuxième considération est que toute société humaine en général, et celle du bassin méditerranéen en particulier, sauf à dégénérer, n'a qu'une finalité : le service de l'Homme à s'épanouir ensemble dans un environnement multiculturel. Une tendance aujourd'hui se dessine autour du concept de l'exploitation du capital humain en le considérant comme une variable d'ajustement de l'économie.

Cette approche étant réductrice, il nous semble plus pertinent de parler de richesse humaine se concrétisant par la capacité de chaque homme d'être un agent économique actif et une personne sociale responsable.

Cela d'autant plus que la révolution du numérique donne à chacun une meilleure autonomie de gestion de son activité en l'inscrivant dans une logique de communauté virtuelle.

La troisième considération est que la langue nationale est le trait d'union de tous les travaux ou projets collaboratifs à l'échelle de la nation.

Aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, chaque pays a compris la nécessité, pour ses ressortissants, de l'apprentissage d'une langue étrangère ayant une dimension internationale.

Le Maghreb est resté le premier ensemble de pays francophones aussi bien au niveau du parlé que de l'écrit. De ce fait, ces pays ont une avance considérable, par rapport à d'autres pays, pour l'utilisation de la langue française, langue qui est à la fois européenne et internationale. (Rappelons, si besoin était, que la connaissance d'une deuxième langue est un facteur favorable pour l'apprentissage d'autres langues).

Dans le domaine de nos éducations nationales, on peut constater une volonté réciproque d'échanger, grâce à cette deuxième langue, le français, sur les impacts positifs de cette coopération. Cet échange est un investissement essentiel pour l'avenir de nos deux rives de la Méditerranée.

Dans le cadre de nos coopérations, il faut insister davantage à l'environnement socio-économique et que nos efforts et nos pratiques soient tournés vers l'avenir donc vers l'emploi des jeunes, la dynamique entrepreneuriale, les échanges interarabes, le développement inclusif, éthique et durable.

Je sais que, pour cette orientation, il y a consensus entre nous - les deux rives de la Méditerranée - sur un moyen nécessaire et incontournable : la maîtrise des TIC qui conditionne le mieux vivre ensemble des utilisateurs aussi bien dans leur relation aux savoirs que dans leurs pratiques et apprentissages culturels.

Cet outil relève de la didactique et interpelle le monde de la linguistique car il s'inscrit comme l'outil essentiel de communication dans une économie informationnelle qui privilégie le service et l'usage plutôt que le produit.

Il faut « la nécessité de prendre en compte, à la fois, les impératifs de la société de connaissance et du savoir et la nécessité d'une adaptation de tous les secteurs socio-économiques par le développement des compétences liées à l'usage des TIC ».

Nous ne pouvons qu'approuver l'intelligence de cette démarche car elle est la seule qui permette à une nation d'évoluer, de créer et d'innover.

Cette avance renforcée par une volonté politique commune et partagée peut être facilitatrice de projets de développement à valeur ajoutée partagée, en particulier, dans le domaine des connaissances et des compétences pluridisciplinaires et transversales nécessaires à la révolution générée par les nouvelles technologies et la mondialisation.

À cet égard, il est essentiel que se créent du côté Sud de la Méditerranée des « campus » d'un genre nouveau intégrant les enseignements du primaire et secondaire aussi bien que les enseignements professionnalisant et supérieurs, trilingues (arabe, français, anglais) aux standards internationaux. Ce type de projet peut-être construit en partenariat avec des acteurs privés, avec le soutien des États dans le cadre d'une démarche qui rassemblerait les pays du Moyen Orient et les pays du Maghreb. Et si l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) avec l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie) et l'AFD (Agence Française du Développement) voulaient participer à un tel effort, nul doute que la coopération entre les deux rives s'en trouverait renforcée.

À chacun d'entre nous, des deux côtés de la Méditerranée, de saisir cette opportunité et d'inscrire notre coopération dans les réseaux du savoir, irriguant les espaces numériques et les nouveaux territoires apprenants en partageant les « nobles » valeurs éthiques et de partage.